

Quand Sarkozy joue les



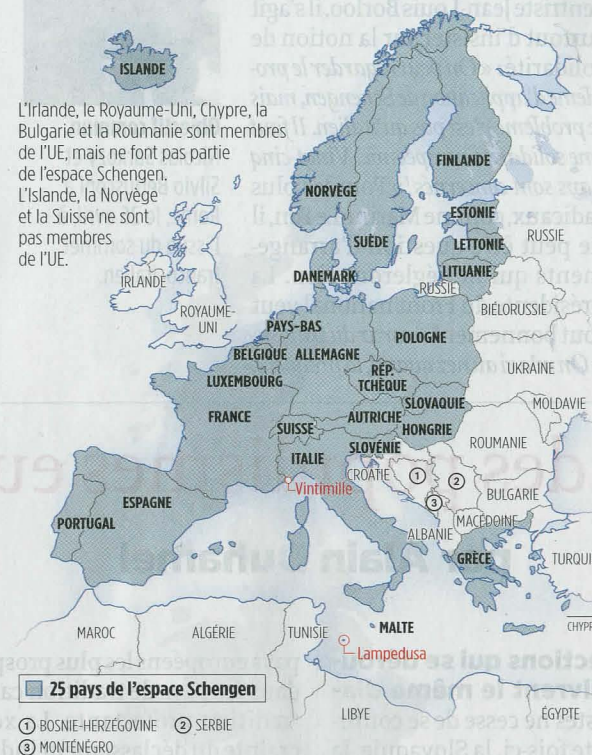
Afflux. Le 24 avril, des migrants tunisiens en provenance de l'île italienne de Lampedusa campent le long du périphérique, aux abords du 20^e arrondissement de Paris.

gardes-frontières

Immigration. La remise en question de Schengen sème le trouble. Et peut profiter au FN...

PAR SYLVIE PIERRE-BROSSOLLETTE

L'histoire est empoisonnée. Comment empêcher les 22 000 migrants potentiels venant de Méditerranée d'entrer sur le sol français alors que l'Italie leur donne des papiers provisoires pour s'en débarrasser ? Nicolas Sarkozy et Silvio Berlusconi, le 26 avril, ont décidé de soumettre le problème à leurs partenaires européens qui ont signé le traité de Schengen permettant la libre circulation au sein de vingt-cinq pays. Paris et Rome ont demandé à Bruxelles d'« examiner la possibilité de rétablir temporairement le contrôle aux frontières intérieures » des Etats membres.



L'Irlande, le Royaume-Uni, Chypre, la Bulgarie et la Roumanie sont membres de l'UE, mais ne font pas partie de l'espace Schengen. L'Islande, la Norvège et la Suisse ne sont pas membres de l'UE.

L'Elysée avait fait sensation, le 22 avril, en jugeant « la gouvernance de Schengen défaillante ». Le communiqué précisait : « Il faut réfléchir à un mécanisme qui permette, lorsqu'il

y a une défaillance systémique à une frontière extérieure, d'intervenir en prévoyant une suspension provisoire [du traité], le temps que la défaillance soit réglée. » Bigre ! Nicolas Sarkozy, décidément, osait remettre en question une règle commune, symbole de liberté et de confiance.

Tremblements. La France veut rendre plus efficace la gouvernance de Schengen en se dotant d'outils. Parmi eux, il pourrait y avoir le renforcement de Frontex (agence européenne de surveillance des frontières) avec la création d'un corps de gardes-frontières ou un nouveau mécanisme de clause de sauvegarde. A l'Elysée, on pose la question tout haut : « Lorsqu'une frontière extérieure ne fonctionne pas, soit on la renforce, soit on se demande s'il ne faut pas rétablir de manière ponctuelle des contrôles aux frontières. » Depuis plusieurs jours, les conseillers du président réfléchissent à toutes les solutions possibles, acceptables par nos partenaires, la France ne voulant pas ■■■

De Gabès à Paris via Lampedusa

Ce fut un long périple. De Gabès, dans le Sud tunisien, à Lampedusa puis Vintimille et enfin Paris ! Moez, 40 ans, et ses 86 compatriotes ont franchi la Méditerranée à bord d'un petit bateau de pêche il y a deux mois. Tous sont arrivés à bon port. Ils se sont dispersés ensuite sur l'île sicilienne, certains ont rejoint Vintimille, à destination de la France. D'autres ont préféré rester en Italie. Moez, lui, a franchi une première fois la frontière. Illégalement, sans papiers. C'est que sa famille s'est cotisée pour l'envoyer en Europe, à près de 1 000 euros la traversée, et Moez ne se voyait pas faire demi-tour. Il est mécanicien dans le textile et s'est retrouvé sans emploi du jour au lendemain. La crise et les soubresauts postrévolutionnaires ont plongé l'économie tunisienne dans le rouge.

La fin de l'autocrate Ben Ali n'a pas tari le flot de l'immigration : « J'ai participé à la révolution, je suis heureux de ne

plus vivre dans une dictature. » L'exil vers la France, une contradiction ? « Non, c'est temporaire, je veux gagner un peu d'argent pour aider ma mère, mes frères et mes sœurs restés au pays. Je compte bien rentrer en Tunisie ! » D'ailleurs, la plupart de ses compagnons d'infortune, dit-il, « souhaitent à terme rentrer en Tunisie ».

Moez est déterminé. Expulsé une première fois, la police avait décidé de le renvoyer vers la Tunisie avant que son avocat, M^e Samia Maktouf, intervienne. « Il est arrivé en France par l'Italie et, compte tenu des conventions internationales ratifiées par la France, Moez a été finalement remis aux autorités italiennes. » Retour à Vintimille, donc, mais, cette fois, grâce à l'Italie, qui lui remet son visa de court séjour (six mois) pour raison humanitaire, il franchit la frontière. Légèrement cette fois ! « Au nez et à la barbe de Claude Guéant », s'enthousiasme un bénévole d'une ONG qui l'a accompagné dans ses démarches pour obtenir le précieux sauf-conduit ■ AZIZ ZEMOURI

■■■ faire cavalier seul. « C'est très compliqué, admettait en début de semaine Franck Louvrier, responsable de la communication. On a déjà écrit une centaine de pages de propositions juridiques. »

Tremblements dans les chancelleries et chez les défenseurs de l'Europe: à l'heure où l'euro est déjà tant critiqué, fallait-il en rajouter en touchant à un autre pilier de la construction européenne, ce fameux traité signé en 1985 (au départ entre la France, l'Allemagne et le Benelux) et qui charge chaque pays de bloquer l'immigration clandestine à sa frontière extérieure? Le pouvoir français se défend de vouloir dénoncer cet accord et affirme parler seulement de « suspension »

ou de « nouvelle clause ». Pour les uns, c'est trop, comme le disent les socialistes français, qui jugent cette idée de réforme « disproportionnée », ou comme Dominique de Villepin, qui évoque « une erreur, un mauvais signal ». Pour d'autres, comme le centriste Jean-Louis Borloo, il s'agit surtout d'insister sur la notion de solidarité: « On peut regarder le problème d'application de Schengen, mais le problème n'est pas qu'italien. Il faut une solidarité européenne. Vingt-cinq pays sont concernés! » Pour les plus radicaux, comme Marine Le Pen, il ne peut être question d'arrangements qui ne régleront rien. La présidente du Front national veut tout bonnement « sortir du traité »: « On m'a ri au nez quand, la première,



Objectif commun. Nicolas Sarkozy et Silvio Berlusconi à Rome, le 26 avril, à l'issue du sommet franco-italien.

j'ai parlé de suspension. A terme, il faut en revenir à une protection nationale des frontières puisque l'Europe est une passoire. » En regardant Nicolas Sarkozy patauger dans ses contraintes européennes, Marine Le Pen boit du petit-lait. Preuve serait faite que le FN propose les solutions justes aux problèmes. En soulevant la question de la défaillance de la gouvernance de Schengen, le chef de l'Etat donne en effet raison au FN, dont c'est un des thèmes favoris. Le voilà encore pris au piège: qu'il laisse entrer les immigrés tunisiens ou qu'il s'insurge contre un traité qui ne protège pas les Français contre les « invasions », il nourrit l'électorat frontiste. La campagne ne fait que commencer... ■